

# Pour une bonification de la réponse aux besoins des victimes et des auteurs de violence sexuelle et conjugale

Guide d'appel de projets

**ÉDITION :**

La Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux

Le présent document s'adresse spécifiquement aux intervenants du réseau québécois de la santé et des services sociaux et n'est accessible qu'en version électronique à l'adresse :

**[www.msss.gouv.qc.ca](http://www.msss.gouv.qc.ca)**, section **Publications**

Le genre masculin est utilisé sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte

Dépôt légal – 2023

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-550-96988-4 (version PDF)

Tous droits réservés pour tous pays. La reproduction, par quelque procédé que ce soit, la traduction ou la diffusion de ce document, même partielles, sont interdites sans l'autorisation préalable des Publications du Québec. Cependant, la reproduction de ce document ou son utilisation à des fins personnelles, d'étude privée ou de recherche scientifique, mais non commerciales, sont permises à condition d'en mentionner la source.

© Gouvernement du Québec, 2023

## TABLE DES MATIÈRES

1.	Contexte .....	1
2.	Objectifs.....	3
3.	Admissibilité .....	3
4.	Modalités de la subvention .....	5
5.	Processus d'obtention d'une subvention .....	7
6.	Entente .....	8

---

## 1. CONTEXTE

Les problématiques de violence sexuelle et conjugale au Québec sont des enjeux sociaux majeurs qui touchent des milliers de personnes chaque année, sans distinction d'âge, de sexe, d'origine ou de classe sociale. Pour l'année 2021, le ministère de la Sécurité publique recense 24 292<sup>1</sup> infractions commises en contexte conjugal déclarées à la police et 11 800<sup>2</sup> infractions à caractère sexuel fondées. Rappelons que ces données illustrent de manière incomplète la réalité des violences sexuelles et conjugales, puisque la majorité des infractions ne sont pas rapportées à la police. Au Canada, 5 à 6 %<sup>3,4</sup> des agressions sexuelles sont signalées à la police et près d'une personne sur cinq, victime de violence physique ou sexuelle de la part d'un ou d'une partenaire ou d'un ou d'une ex-partenaire intime, a signalé la violence subie à la police<sup>5</sup>. De même, le nombre d'infractions en matière d'exploitation sexuelle déclaré par les services policiers a plus que doublé<sup>6</sup> entre 2015 et 2020.

Il est reconnu que ces types de violences entraînent des conséquences graves sur la santé physique et mentale des personnes victimes, ainsi que sur leur entourage et la société en général. Il est donc essentiel de prévenir, de dénoncer et de combattre ces problématiques en mobilisant les milieux et en offrant des services adaptés aux besoins des personnes victimes et des auteurs de violence sexuelle et conjugale.

Cet appel de projets vise à la fois la problématique de la violence sexuelle, de la violence conjugale et de l'exploitation sexuelle. Par ailleurs, les notions « victime » et « auteur » ne sont aucunement exclusives et englobent toutes les personnes concernées, indépendamment de leur sexe et de leur identité du genre. De même, la notion de « victime » inclut les personnes victimes indirectes exposées à la violence, comme les enfants.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) souhaite soutenir les initiatives structurantes menées par des organismes communautaires, dont la mission consiste à intervenir auprès des personnes victimes ou des auteurs de violence sexuelle et/ou de violence conjugale, contribuant ainsi à une bonification de la réponse à leurs besoins.

- 
1. Ministère de la Sécurité publique (2023), [Criminalité au Québec – Infractions commises dans un contexte conjugal en 2021](#). Québec, 48 p.
  2. Ministère de la Sécurité publique (2023), [Criminalité au Québec – Infractions sexuelles en 2021](#). Québec, 48 p.
  3. Cotter, A., et L. Savage (2019). *La violence fondée sur le sexe et les comportements sexuels non désirés au Canada, 2018 : Premiers résultats découlant de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés*, [en ligne], Statistique Canada, « Juristat » (consulté le 16 novembre 2023)
  4. Cotter, A. (2021). *La victimisation criminelle au Canada, 2019*, [en ligne], Statistique Canada, « Juristat » (consulté le 16 novembre 2023)  
Cotter, A. (2021). *Violence entre partenaires intimes au Canada, 2018 : un aperçu*, [en ligne], Statistique Canada, « Juristat » (consulté le 16 novembre 2023)
  6. Ministère de la Sécurité publique (2022). *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Premier rapport de mise en œuvre*. Déposé à l'Assemblée nationale en décembre 2022.

Il s'agit du premier appel de projets prévu dans le cadre de la mise en œuvre de l'action « Soutenir la mise sur pied d'initiatives structurantes par les organismes communautaires pour mieux répondre aux besoins des victimes et des auteurs de violence sexuelle ou de violence conjugale » qui s'inscrit dans une bonification de la [Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027](#) (Stratégie intégrée en violence). Cette action sera actualisée progressivement sur une période de trois ans et découle de la conclusion, le 6 novembre 2023, de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe.

**Soutenir la mise sur pied d'initiatives structurantes  
par les organismes communautaires pour mieux répondre aux besoins  
des victimes et des auteurs de violence sexuelle ou de violence conjugale**

Grâce à un appel d'intérêt national, différentes initiatives portées par des organismes communautaires, dont la mission consiste à intervenir auprès des personnes victimes ou des auteurs de violence sexuelle et/ou de violence conjugale, seront soutenues financièrement. Ces initiatives doivent s'inscrire en cohérence avec la Stratégie intégrée en violence, en lien avec :

- la prévention et le dépistage;
- l'intervention psychosociale;
- le développement des connaissances, la formation et le partage d'expertise<sup>[1]</sup>.

Les objectifs de ces initiatives pourraient, par exemple, permettre :

- l'adaptation des services aux personnes en situation de vulnérabilité;
- le développement de projets pilotes de services destinés à des populations non desservies ou moins desservies;
- le développement des connaissances sur les réalités émergentes ou sur les meilleures pratiques visant à répondre aux besoins de toutes les personnes victimes ou les auteurs de violences.

<sup>[1]</sup> Les composantes de la sensibilisation ainsi que les interventions médicales, judiciaires, policières et correctionnelles sont exclues puisqu'elles sont du ressort d'autres ministères et organismes.

---

## 2. OBJECTIFS

L'objectif principal de l'appel de projets est de soutenir les initiatives structurantes des organismes communautaires pour mieux répondre aux besoins des personnes victimes ou des auteurs de violence sexuelle et/ou de violence conjugale.

Ces initiatives pourraient, par exemple, porter sur :

- l'adaptation des services aux personnes en situation de vulnérabilité;
- le développement de projets pilotes de services destinés à des populations non desservies ou insuffisamment desservies;
- le développement des connaissances sur les réalités émergentes ou sur les meilleures pratiques visant à répondre aux besoins de personnes victimes ou des auteurs de violence sexuelle et/ou de violence conjugale;
- les projets relatifs à l'exploitation sexuelle.

En outre, les initiatives proposées doivent s'inscrire en cohérence avec la Stratégie intégrée en violence, en lien avec :

- la prévention et le dépistage;
- l'intervention psychosociale;
- le développement de connaissances, la formation et le partage d'expertise.

---

## 3. ADMISSIBILITÉ

### Organismes communautaires admissibles

Sont admissibles à la subvention, les organismes dont la mission consiste à intervenir auprès des personnes victimes ou des auteurs de violence sexuelle et/ou de violence conjugale.

De plus, les organismes admissibles doivent répondre aux critères suivants :

- Être une personne morale constituée en vertu d'une loi du Québec à des fins non lucratives.
- Être administré par un conseil d'administration composé majoritairement d'utilisateurs des services de l'organisme ou de membres de la communauté qu'il dessert.

Enfin, l'organisme communautaire doit fournir un avis dans lequel il atteste :

- soit qu'il est reconnu ou financé par un établissement responsable du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), par le MSSS, par un autre ministère ou par un organisme gouvernemental du Québec;
- soit qu'il est admissible à un programme de financement en appui à la mission globale de l'un ou l'autre des ministères et organismes gouvernementaux du Québec, autre que le MSSS.

## **Facteurs d'exclusion du soutien financier**

Ne sont pas admissibles à la subvention :

- Les organismes qui poursuivent des objectifs et des activités qui relèvent majoritairement d'un autre palier de gouvernement.
- Les organismes qui exercent prioritairement des activités de recherche.
- Les organismes qui réalisent des objectifs et des activités qui consistent prioritairement soit à la tenue de congrès, de colloques ou de séminaires, soit à la préparation et à la production de matériel didactique ou promotionnel.
- Les organismes dont les objectifs et les activités prioritaires sont l'acquisition ou la rénovation de biens immeubles, en tout ou en partie.
- Les organismes dont la mission consiste essentiellement à recueillir et à redistribuer des subventions et des dons.
- Les organismes à caractère religieux, syndical ou politique.
- Les ordres professionnels et les regroupements de professionnels ou d'intervenants.
- Les organismes dont la mission n'est pas compatible avec les orientations du MSSS en matière de santé et de services sociaux.

Sont aussi exclus les organismes qui se trouvent dans l'une des situations suivantes :

- Les organismes qui sont inscrits au [Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics](#) (RENA).
- Les organismes qui, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, ont manqué à leurs obligations après avoir été dûment mis en demeure en lien avec l'octroi d'une aide financière antérieure par les établissements ou le MSSS.
- Les organismes qui ne satisfont pas aux exigences élevées d'intégrité<sup>7</sup> auxquelles le public est en droit de s'attendre d'un bénéficiaire d'une aide financière versée à même des fonds publics.
- Les organismes qui n'ont pas d'établissement au Québec.

---

7. Les exigences élevées d'intégrité établissent les normes de conduite morale et éthique reconnues et généralement acceptées qu'une personne, physique ou morale, doit observer dans l'exercice de ses activités personnelles ou professionnelles. Elles font référence au respect du cadre législatif, réglementaire et déontologique en vigueur et au système de valeurs en place, notamment la probité, l'honnêteté ainsi que le respect des droits et libertés des personnes nonobstant leur religion, leur ethnie, leur identité de genre et leur orientation sexuelle.

### **Projets admissibles**

Pour être admissibles à une subvention, les projets :

- doivent répondre aux objectifs de cet appel de projets;
- doivent être réalisés sur le territoire du Québec;
- ne doivent pas être financés par un autre ministère ou organisme public pour les mêmes dépenses que celles qui sont subventionnées.

La subvention ne peut être utilisée pour des dépenses de fonctionnement soutenues par le financement en soutien à la mission globale de l'organisme communautaire.

---

## **4. MODALITÉS DE LA SUBVENTION**

Les projets retenus doivent démarrer au plus tard le 30 septembre 2024. Le montant maximal versé par organisme pour un projet est de 250 000 \$ par année. Ce montant pourrait représenter jusqu'à 100 % des dépenses admissibles à la réalisation du projet.

La durée minimale d'un projet est d'un an et la durée maximale d'un projet est de trois ans. La subvention est renouvelable, pour la durée maximale du projet, sous réserve d'une reddition de comptes annuelle jugée satisfaisante par le MSSS.

D'autres appels de projets pourraient être lancés ultérieurement, en fonction des montants disponibles, et ce, pour la durée de l'action.

### **Dépenses admissibles**

Dans le cadre de cette subvention, sont admissibles :

- Les dépenses nécessaires et qui sont directement liées à la réalisation du projet.
- Le salaire des ressources humaines directement liées à la réalisation du projet.
- Les frais de gestion directement liés à la réalisation du projet qui sont convenus entre les parties et qui peuvent atteindre un maximum de 15 % du financement accordé.

### **Dépenses non admissibles**

Dans le cadre de cette subvention, ne sont pas admissibles :

- Les dépenses allouées à la réalisation d'activités antérieures à l'acceptation du projet.
- Le financement de la dette ou le remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir.
- Les dépenses remboursées par un programme de soutien financier.
- Les dépenses visant l'acquisition ou la rénovation de biens immobiliers.
- Les dépassements de coûts.
- Le salaire des ressources humaines ou les dépenses directement liées aux activités courantes.
- Les frais de déplacement ou d'utilisation du véhicule de l'organisme à des fins personnelles.



- Les contraventions et les frais juridiques afférents spécifiquement à des condamnations pour des infractions civiles ou criminelles commises par des individus.
- Les dons monétaires à une fondation.
- Les prêts personnels à un employé ou une employée ou à un administrateur ou une administratrice.
- Les dépenses visant à combler un déficit accumulé.
- Toute dépense qui n'est pas liée à la réalisation des activités financées dans le cadre de l'entente entre l'organisme et le MSSS.

### **Règle de cumul des aides financières publiques**

Le calcul du cumul des aides financières directes ou indirectes reçues des ministères, organismes et sociétés d'État des gouvernements du Québec et du Canada, incluant les crédits d'impôt ainsi que des entités municipales, ne doit pas dépasser 100 % des dépenses admissibles.

Aux fins des règles de calcul du taux de cumul des aides financières publiques, le terme « entités municipales » réfère aux organismes municipaux compris à l'article 5 de la [Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels](#) (RLRQ, chapitre A-2.1).

Aux fins des règles de calcul du taux de cumul, toutes les formes d'aide financière accordées par un organisme public doivent être calculées à 100 % de leur valeur, qu'elles soient remboursables ou non.

L'actif visé au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 89 de la [Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James](#), (RLRQ, chapitre G-1.04) n'est pas considéré dans la règle de cumul.

Enfin, les aides financières provenant de la Banque de développement du Canada (BDC), de Financement agricole Canada (FAC) et de La Financière agricole du Québec (FAQ) sont à considérer comme des contributions privées si elles n'offrent aucun avantage conféré.

---

## 5. PROCESSUS D'OBTENTION D'UNE SUBVENION

Pour déposer une demande de subvention, chacune des sections du *Formulaire de demande d'aide financière* devra être complétée avant que celui-ci soit transmis au MSSS à l'adresse courriel suivante : [appelprojetsvsc@msss.gouv.qc.ca](mailto:appelprojetsvsc@msss.gouv.qc.ca)

Les documents suivants doivent accompagner le *Formulaire de demande d'aide financière* :

- Copie des lettres patentes.
- Copie des règlements généraux.
- Dernier rapport financier.
- Dernier rapport d'activité.
- Énoncé de la mission s'il n'est pas inclus dans les documents précédents.

Et :

- Avis attestant que l'organisme est reconnu ou financé par un établissement responsable du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), par le MSSS, par un autre ministère ou par un organisme gouvernemental du Québec.

Ou :

- Avis attestant que l'organisme est admissible à un programme de financement en appui à la mission globale de l'un ou l'autre des ministères et organismes gouvernementaux du Québec, autre que le MSSS.

### Date limite : 1<sup>er</sup> mai 2024

Pour être admissible, l'organisme doit transmettre le *Formulaire de demande d'aide financière* complété et les copies des documents mentionnés plus haut **avant le 1<sup>er</sup> mai 2024 à 23 h 59 min 59 s (HNE)** par courriel à l'adresse [appelprojetsvsc@msss.gouv.qc.ca](mailto:appelprojetsvsc@msss.gouv.qc.ca)

### Sélection des projets

L'admissibilité des demandes fera l'objet d'une vérification. Les organismes ayant déposé un projet non admissible en seront informés.

Les projets jugés admissibles feront l'objet d'une analyse par un comité présidé par la Direction du soutien aux activités communautaires du MSSS. Au terme du processus de sélection des projets, des recommandations de financement seront soumises pour approbation aux autorités ministérielles.

Les éléments suivants seront notamment analysés :

- Les retombées souhaitées et les caractéristiques des activités telles que les objectifs poursuivis (effets attendus sur les déterminants de la santé et du bien-être), la nature (interventions individuelles ou de groupe, ateliers, conférences, blogues, etc.), la pertinence (le lien entre les activités proposées et les objectifs) et l'originalité (nouvelle pratique, implantation d'une pratique éprouvée dans un nouveau territoire, expérimentation, etc.).
- Le réalisme de la planification.
- La capacité de l'organisme à réaliser les activités (expertise, partenaires et capacité financière).
- Les activités d'analyse des impacts sur les déterminants de la santé et du bien-être ciblés par le projet.
- La démonstration de la cohérence entre les activités proposées et les axes de la Stratégie intégrée en violence.

---

## **6. ENTENTE**

Les projets sélectionnés feront l'objet d'une entente entre l'organisme et le MSSS. Cette entente précisera :

- Les objectifs du projet.
- La nature et le nombre d'activités ciblées.
- Les caractéristiques et le nombre de personnes ciblées.
- La description de la responsabilité de chaque partie.
- Les modalités d'échange d'information.
- Le montant de la subvention et les modalités de versement.
- Les frais de gestion convenus.
- Les modalités de la reddition de comptes attendue.
- La durée de l'entente et les modalités de reconduction de la subvention, le cas échéant.
- Le mécanisme de suivi de l'entente.
- Le mécanisme d'analyse de la pertinence et de l'atteinte des résultats attendus.
- Les autres dispositions particulières, selon l'accord convenu entre les parties.

